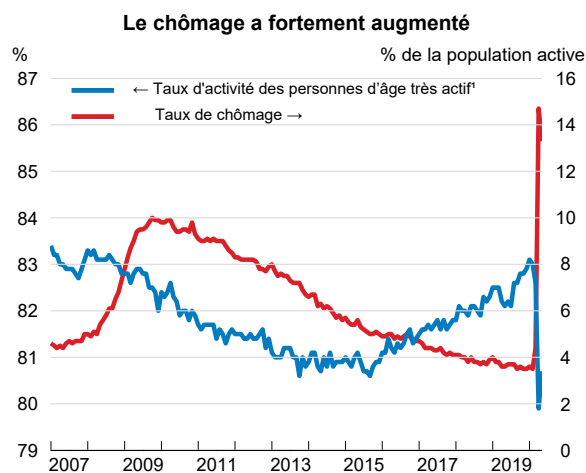
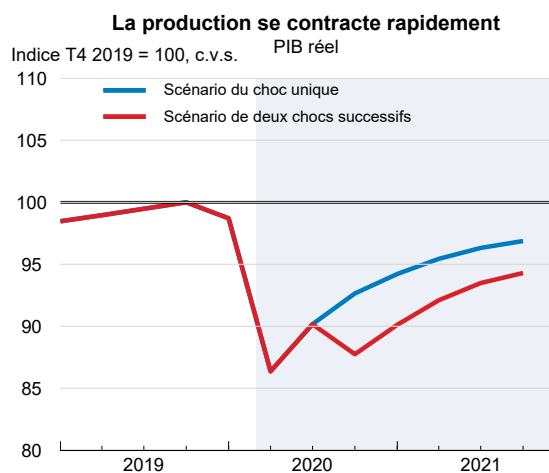


États-Unis

L'épidémie de COVID-19 a mis un terme brutal à la plus longue période d'expansion économique qu'ait connue les États-Unis. Le PIB s'est contracté de 5 % au premier trimestre en rythme annualisé, et le taux de chômage est monté en flèche. En cas de nouvelle vague de l'épidémie vers la fin de l'année, le PIB devrait diminuer de plus de 8 % en 2020 (scénario de deux chocs successifs). Si, en revanche, l'épidémie s'atténue d'ici à l'été et de nouvelles mesures de confinement sont évitées (scénario du choc unique), on estime que l'effet induit sur le taux de croissance annuelle sera réduit d'un point de pourcentage. Le taux de chômage demeurera élevé une fois que les États fédérés auront annulé leurs ordonnances de confinement à domicile, compte tenu des difficultés actuelles auxquelles sont confrontés des secteurs tels que les activités d'hébergement et de restauration et le transport, et de l'ampleur des pertes d'emplois. Le chômage demeurant élevé, l'inflation devrait rester faible, quoique dans une moindre mesure si des décisions ultérieures de confinement peuvent être évitées.

La réaction massive des autorités monétaires et budgétaires a protégé les ménages et les entreprises, mais des mesures supplémentaires seront nécessaires pour réduire des effets persistants tels que le grand nombre de faillites et de sorties du marché du travail. Les prestations complémentaires destinées à étoffer les allocations d'assurance chômage devraient continuer d'être versées, tandis que la charge fiscale des ménages et des entreprises devrait être allégée dès lors qu'ils sont directement affectés par les mesures de confinement. Des mesures de soutien supplémentaires seront nécessaires pour faciliter le retour à l'emploi des travailleurs. Certains États fédérés et collectivités locales vont être confrontés à des difficultés financières, compte tenu de l'assèchement de leurs principales sources de recettes, et le problème posé par leur endettement devra être traité. Point important, des aides financières publiques judicieusement conçues en vue de l'élaboration d'un vaccin et d'un traitement pour le COVID-19 pourraient contribuer à empêcher une résurgence de la pandémie, qui entraînerait de nouveau des morts et un affaiblissement de l'économie.

États-Unis 1



1. Il s'agit des personnes âgées de 25 à 54 ans.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107; et Bureau de statistiques sur l'emploi (BLS, Bureau of Labor Statistics) des États-Unis.

États-Unis : Demande, production et prix (scénario de deux chocs successifs)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de USD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2012)				
États-Unis: scénario de deux chocs successifs						
PIB aux prix du marché	18 715.0	2.4	2.9	2.3	-8.5	1.9
Consommation privée	12 748.5	2.6	3.0	2.6	-9.4	2.6
Consommation publique	2 671.4	0.6	1.7	1.8	2.5	2.0
Formation brute de capital fixe	3 786.9	3.7	4.1	1.8	-9.5	0.8
Demande intérieure finale	19 206.8	2.5	3.0	2.3	-7.8	2.1
Variation des stocks ¹	27.1	0.0	0.1	0.1	-0.8	0.0
Demande intérieure totale	19 233.8	2.6	3.1	2.4	-8.5	2.1
Exportations de biens et services	2 220.6	3.5	3.0	0.0	-11.1	-0.6
Importations de biens et services	2 739.4	4.7	4.4	1.0	-11.0	0.7
Exportations nettes ¹	- 518.8	-0.3	-0.3	-0.1	0.3	-0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.9	2.4	1.7	1.7	1.6
Indice des prix à la consommation	—	1.8	2.1	1.4	1.2	1.1
Déflateur sous-jacent de la consommation privée ²	—	1.6	2.0	1.6	1.4	1.0
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.4	3.9	3.7	12.9	11.5
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-4.3	-6.7	-7.3	-16.8	-11.8
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	105.7	106.7	108.5	131.8	139.9
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.3	-2.4	-2.3	-2.1	-2.2

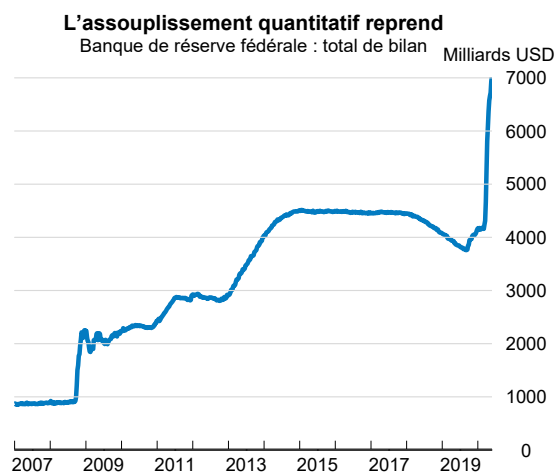
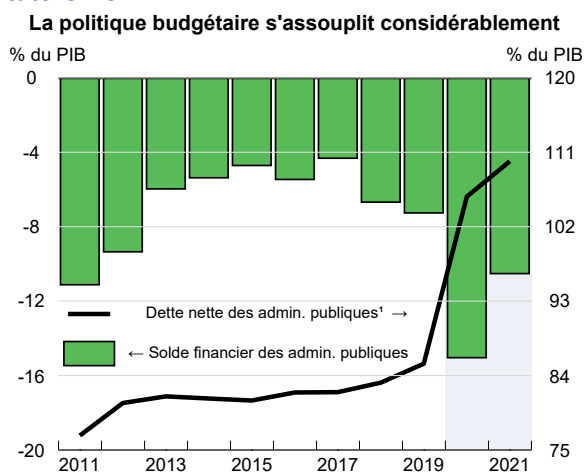
1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix liés aux dépenses de consommation des ménages hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138929>

États-Unis 2



1. Les chiffres relatifs aux administrations publiques font référence aux comptes consolidés (c'est-à-dire établis hors montant des opérations entre administrations publiques) pour tous les niveaux d'administration (administration centrale, États fédérés et collectivités locales), à partir des comptes nationaux de l'OCDE. Cette mesure diffère de la dette fédérale détenue par le public, qui s'établissait à 79.2 % du PIB pour l'exercice budgétaire 2019.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107 ; et Refinitiv.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934141019>

États-Unis : Demande, production et prix (scénario du choc unique)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de USD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2012)				
États-Unis: scénario du choc unique						
PIB aux prix du marché	18 715.0	2.4	2.9	2.3	-7.3	4.1
Consommation privée	12 748.5	2.6	3.0	2.6	-7.8	6.2
Consommation publique	2 671.4	0.6	1.7	1.8	2.3	1.3
Formation brute de capital fixe	3 786.9	3.7	4.1	1.8	-8.2	3.2
Demande intérieure finale	19 206.8	2.5	3.0	2.3	-6.5	4.9
Variation des stocks ¹	27.1	0.0	0.1	0.1	-0.8	0.0
Demande intérieure totale	19 233.8	2.6	3.1	2.4	-7.2	4.9
Exportations de biens et services	2 220.6	3.5	3.0	0.0	-10.2	3.6
Importations de biens et services	2 739.4	4.7	4.4	1.0	-10.0	6.7
Exportations nettes ¹	- 518.8	-0.3	-0.3	-0.1	0.3	-0.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.9	2.4	1.7	1.7	2.1
Indice des prix à la consommation	—	1.8	2.1	1.4	1.2	1.5
Déflateur sous-jacent de la consommation privée ²	—	1.6	2.0	1.6	1.4	1.2
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.4	3.9	3.7	11.3	8.5
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-4.3	-6.7	-7.3	-15.0	-10.5
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	105.7	106.7	108.5	128.8	133.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.3	-2.4	-2.3	-2.1	-2.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix liés aux dépenses de consommation des ménages hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138948>

Plusieurs mesures d'endiguement ont été appliquées

Depuis que le premier cas a été confirmé à la fin de janvier, la propagation du virus a été rapide et aujourd'hui, il est médicalement établi que plus d'un million d'américains ont été infectés par le COVID-19, sachant que des foyers épidémiques ont été mis en évidence dans plusieurs zones métropolitaines. Les mesures de confinement adoptées dans la plupart des États ont contribué à aplanir la courbe des contaminations, mais le nombre de décès croît encore rapidement, même si le rythme de cette augmentation semble ralentir, et de fortes incertitudes entourent l'impact futur de la pandémie. En termes d'hospitalisation et de mortalité, le COVID-19 semble affecter de manière disproportionnée les personnes âgées, la population noire ou afro-américaine, ainsi que les hommes.

Lorsque le COVID-19 a commencé à se propager, les États fédérés ont mis en œuvre des stratégies de distanciation pour ralentir la contagion. La plupart des États fédérés ont fermé les établissements scolaires et suspendu les activités économiques non essentielles, limité les rassemblements publics et, finalement, adopté des ordonnances de confinement à domicile, la Californie ayant été la première à le faire à la fin du mois de mars. Certains États ont commencé à assouplir les mesures d'endiguement à la fin d'avril, en décidant de permettre une reprise progressive des activités économiques. Généralement, les établissements scolaires ainsi que les bars, les restaurants et les lieux de divertissement demeurent fermés, mais d'autres secteurs peuvent fonctionner avec certaines restrictions, consistant à imposer une distanciation sur le lieu de travail et un échelonnement des horaires de travail, afin que des actifs n'aient pas besoin de se déplacer pendant les heures de pointe ou d'être au travail pendant la même période que les autres. L'objectif visé est de remplacer les interventions non pharmaceutiques, telles que les mesures

de confinement, par un recours accru au dépistage et au traçage des contacts, tout en évitant de surcharger le secteur des soins de santé. Au niveau fédéral, le soutien apporté aux activités de dépistage complète les stratégies des États fédérés en matière de redémarrage des activités économiques.

L'activité économique s'est fortement contractée

Les mesures d'endiguement, la suspension d'activités économiques et le confinement à domicile des ménages ont entraîné une grave contraction de l'activité économique. L'activité a été réduite à néant dans le secteur du divertissement et dans le transport de voyageurs. Cela a provoqué une envolée sans précédent du chômage. Plus de 20 millions de travailleurs ont perdu leur emploi en l'espace d'un mois, soit nettement plus vite que lors de la crise financière de 2008 et même de la Grande Dépression, et le taux de chômage a grimpé à près de 15 % en avril, avant de refluer légèrement en mai. Le choc lié au COVID-19 a été amplifié par l'effondrement du cours du pétrole, l'offre étant devenue largement supérieure aux capacités de stockage. Au début du mois de mai, les activités de forage étaient en recul de 50 % par rapport au début de l'année. Les marchés financiers ont montré des signes de tensions, les rendements montant en flèche sur certains marchés et les mesures des prix des actifs diminuant d'un cinquième environ.

La réaction des pouvoirs publics a été massive et rapide

Les autorités monétaires et chargées des marchés financiers ont réagi énergiquement et rapidement à la crise qui se faisait jour. La Réserve fédérale a abaissé ses taux d'intérêt à 0-0.25 % et annoncé la reprise (illimitée) de ses achats massifs d'actifs, faisant gonfler la taille de son bilan. Ses déclarations ont également établi clairement que les taux d'intérêt demeureraient bas, fournissant des indications prospectives aux marchés. Compte tenu des craintes d'une paralysie des marchés du crédit, un certain nombre de nouvelles facilités de crédit ont été mises en place. Des mécanismes d'octroi de liquidités ont été créés pour soutenir le crédit aux entreprises d'investissement, aux organismes de placement collectif monétaires, aux grandes entreprises ainsi qu'aux États fédérés et aux collectivités locales. Une autre facilité permettant de cibler les prêts aux petites et moyennes entreprises (PME) constitue une innovation, puisqu'elle permet d'élargir le soutien des autorités monétaires à des secteurs traditionnellement hors de leur portée. En outre, les autorités de réglementation prudentielle ont temporairement assoupli certaines obligations imposées au secteur financier, pour éviter un assèchement du crédit.

Les autorités budgétaires ont aussi réagi énergiquement face au virus COVID-19. Dans un premier temps, les initiatives des pouvoirs publics ont été relativement modestes et principalement axées sur la réponse sanitaire, mais lorsque l'ampleur des conséquences de l'épidémie sur l'économie est devenue plus claire, le Congrès a adopté une série de lois budgétaires visant à protéger les ménages et les entreprises. Considérées dans leur ensemble, ces nouvelles dispositions vont entraîner un gonflement des déficits budgétaires à court terme et une augmentation de plus de 20 points de PIB de la dette. Le versement de prestations ponctuelles à l'ensemble des familles et la révision à la hausse des allocations d'assurance chômage ont contribué à protéger les ménages des conséquences de la suspension d'activités économiques. Le Congrès a également autorisé le versement d'aides directes à des secteurs en difficulté, notamment aux compagnies aériennes. Des prêts sont proposés à d'autres entreprises. Dans le cas des petites entreprises, ces prêts deviennent des subventions s'ils sont principalement utilisés pour maintenir leur masse salariale, les pouvoirs publics ayant reconnu l'importance de préserver les liens qui rattachent les travailleurs à leur entreprise. Par ailleurs, des fonds ont été affectés au soutien des États fédérés dont le budget est mis à mal par le coût de la gestion de la crise liée à l'épidémie de COVID-19, à un moment où leurs sources de recettes se tarissent.

La phase de reprise sera longue

L'économie devrait sortir de la récession liée au COVID-19 à mesure que les États fédérés et les différents secteurs reprennent le cours de leurs activités les uns après les autres. On suppose que l'activité économique a été dans une large mesure restreinte par les mesures de confinement à domicile pendant l'essentiel des mois d'avril et de mai, et que de nouvelles mesures de suspension d'activités, plus limitées, seront prises en octobre et novembre dans le scénario de deux chocs successifs, tandis qu'elles seront évitées dans le scénario du choc unique. Après cette suspension d'activités, l'économie redémarre, des restrictions étant maintenues dans les secteurs où la distanciation reste de mise, même dans le scénario selon lequel une seconde série de mesures de suspension d'activités est évitée. Une proportion exceptionnellement importante des chômeurs est en chômage technique, ce qui laisse à penser que leur retour à l'emploi sera relativement rapide, permettant un rebond vigoureux de l'activité à court terme, parallèlement à l'assouplissement des restrictions. Néanmoins, l'emploi a connu une baisse spectaculaire et de nombreux travailleurs n'ont pas conservé de lien avec leur employeur. Compte tenu des difficultés similaires d'appariement entre employeurs et salariés et des sorties du marché du travail suivies d'une lente réinsertion sur ce marché qui avaient été observées à la suite de la crise financière de 2008, on pose l'hypothèse que le taux de chômage diminuera de manière relativement progressive. Une demande des consommateurs fragilisée dans un contexte de fort chômage et d'incertitude exacerbée pèsera sur l'investissement des entreprises, ce qui freinera probablement la croissance de la productivité. Compte tenu du niveau élevé des taux de chômage, l'inflation devrait être faible tout au long de la période considérée.

La crise liée au COVID-19 laissera sans doute des traces durables dans certains secteurs, tels que le transport de voyageurs et les activités d'hébergement et de restauration. Non seulement ces secteurs reprendront probablement leurs activités après d'autres, mais ils seront en outre confrontés à une demande réduite jusqu'à ce qu'un vaccin ou un traitement efficace soit disponible pour le COVID-19. En outre, les entreprises des secteurs exposés ont accumulé des dettes considérables, la dette des entreprises non financières représentant environ 140 % du PIB. En conséquence, certaines entreprises seront confrontées à des problèmes de liquidités et de solvabilité, qui pourraient entraîner des liquidations massives d'entreprises et réduire les perspectives d'une reprise rapide. D'un point de vue plus positif, l'économie pourrait rebondir plus vigoureusement. Ainsi, un traçage efficace des contacts, un traitement ou même l'élaboration d'un vaccin atténueraient les inquiétudes concernant les risques liés aux virus. En conséquence, les secteurs les plus affectés par les protocoles de distanciation pourraient reprendre pleinement leurs activités, ce qui aurait un effet positif sur l'emploi et le revenu des ménages et, partant, sur la consommation.

Les pouvoirs publics devront continuer de soutenir l'économie

Les perspectives des entreprises, notamment des petites, sont très incertaines. Parallèlement au démantèlement des mesures d'aide immédiates, certaines entreprises seront confrontées à des problèmes de liquidités, qui pourraient aisément se transformer en problèmes de solvabilité. Des actions non coordonnées de la part des créanciers risqueraient de déboucher sur un bradage d'actifs liquidés, provoquant un nouveau choc macroéconomique négatif. Une tolérance réglementaire et la poursuite des apports de liquidités parallèlement au redressement de l'économie, au moins initialement, permettrait d'éviter un choc brutal dans les secteurs vulnérables. Une forte proportion des chômeurs sont en chômage technique et ne devraient pas avoir de difficulté à retrouver leur place auprès de leur employeur, mais l'ampleur du chômage laisse à penser que dans de nombreux cas, leur retour à l'emploi pourra difficilement se faire rapidement. Au fur et à mesure que les activités reprendront, cette inquiétude s'atténuera pour de nombreux travailleurs, mais des mesures complémentaires contribueraient à empêcher que d'autres personnes ne sortent de la population active et, dans certains cas, entrent dans les régimes d'invalidité.

Les manifestations actuelles observées dans tout le pays soulignent également l'importance de veiller à ce que la reprise soit généralisée et profite aussi aux groupes défavorisés, qui ne bénéficient souvent des reprises économiques que lorsqu'elles sont déjà bien engagées. Dans ce contexte, l'administration fédérale, les États fédérés et les collectivités locales devraient soutenir les services de placement et de recyclage professionnel. Enfin, de nombreuses collectivités locales vont être confrontées à des difficultés en raison de l'effondrement de leurs recettes et de l'effet de ciseaux exercé par les règles d'équilibre budgétaire. Un soutien supplémentaire apporté par l'administration fédérale contribuerait à empêcher une contraction budgétaire indésirable alors que la reprise économique est encore balbutiante. Enfin, en soutenant les efforts d'élaboration de vaccins et de traitements, l'administration fédérale pourrait permettre à l'économie de se redresser vigoureusement.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/0d1d1e2e-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « États-Unis », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/77fc1fd5-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.